

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 25 juillet 2014 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, l'article 2, § 7, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 mai 2016 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 23 avril 2018,

Arrête :

Article 1^{er}. À partir du 1^{er} janvier 2018, la programmation pour l'agrément des unités pour internés comprend cinquante places.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2018.

Bruxelles, le 4 mai 2018.

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,
J. VANDEURZEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/31080]

3 MAI 2018. — Décret visant à l'établissement d'une politique de libre accès aux publications scientifiques (open access)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° pôle académique : le pôle tel que défini à l'article 15, 45°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

2° libre accès : mise à disposition gratuite sur l'internet public, permettant à tout un chacun de lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral d'un article, le disséquer pour l'indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale, sans barrière financière, légale ou technique autre que celles indissociables de l'accès et l'utilisation d'Internet, tout en réservant aux auteurs un contrôle sur l'intégrité de leurs travaux et le droit à être correctement reconnus et cités ;

3° chercheur : toute personne ayant un lien contractuel ou statutaire avec les établissements d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ou des établissements scientifiques relevant de la Communauté française qui bénéficie d'une subvention publique ou d'un financement public émanant totalement ou partiellement de la Communauté française pour mener une activité de recherche scientifique au sens de l'article 5 du décret du 7 novembre 2013 précité ;

4° archive numérique institutionnelle : base de données d'une institution (université, haute école, organisme de recherche) qui a pour objectif, notamment, de conserver l'ensemble de la production scientifique de celle-ci et de la rendre accessible via Internet afin d'en augmenter la visibilité et l'impact ;

5° voie d'or : un mode de publication en libre accès qui suppose que la publication soit accessible gratuitement sur le site de la revue. Il peut s'agir d'une revue en libre accès ou d'une revue payante qui rend certaines publications librement accessibles aux lecteurs ;

6° libre accès à compte d'auteur : un mode de publication qui requiert le paiement des frais de publication par l'auteur, son institution ou un organisme finançant ;

7° voie verte : un archivage dont le contenu peut être rendu public en libre accès sous certaines conditions définies à l'article 8. Ceci suppose que le chercheur publie dans la revue scientifique de son choix et en dépose le manuscrit dans une archive numérique institutionnelle, dès acceptation pour publication dans la revue et exactement tel qu'accepté ;

8° publication : tout travail rédigé dans le cadre d'un lien contractuel ou statutaire avec les établissements d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ou des établissements scientifiques relevant de la Communauté française portant sur des recherches scientifiques financées ou subventionnées au moins partiellement par la Communauté française et rendu public de quelque manière que ce soit.

CHAPITRE II. — Objectifs et finalités

Art. 2. Le présent décret est destiné à :

1° favoriser la diffusion en libre accès des résultats de la recherche financée par des subventions publiques émanant totalement ou partiellement de la Communauté française pour permettre la libre circulation du savoir et ainsi l'innovation ;

2° permettre, pour chacun, quels que soient les moyens dont il dispose, l'accès à la documentation scientifique produite par les chercheurs ;

3° accroître la visibilité des chercheurs et de leurs travaux ;

4° renforcer la recherche menée en Communauté française en lui donnant une visibilité maximale et favoriser le prolongement sociétal de ce qui est découvert ou inventé avec un financement public émanant totalement ou partiellement de la Communauté française.

CHAPITRE III. — *Champ d'application et modalités de la publication en libre accès*

Art. 3. Le présent décret concerne les publications acceptées dans un périodique paraissant au moins une fois par an.

Art. 4. Un article scientifique peut être publié en libre accès soit par la « voie d'or », soit « à compte d'auteur » ; il doit être également archivé par la « voie verte ».

CHAPITRE IV. — *Obligation pour les chercheurs de déposer leurs publications en libre accès*

Art. 5. Les chercheurs déposent dans une archive numérique institutionnelle toutes leurs publications issues de leurs recherches réalisées en tout ou en partie sur fonds publics émanant totalement ou partiellement de la Communauté française, *in extenso*, immédiatement après l'acceptation de l'article par un éditeur.

Art. 6. Chaque institution d'enseignement supérieur est tenue d'avoir ou de se rattacher à une archive numérique institutionnelle permettant aux chercheurs qui en dépendent de s'acquitter de leur obligation de dépôt. Cette archive numérique institutionnelle peut être propre à une institution ou être commune à plusieurs institutions. Il doit y avoir au sein de chaque Pôle académique au moins une archive numérique accessible aux chercheurs des institutions qui le constituent.

Art. 7. Toute personne, comité ou commission scientifique de la Communauté française chargé(e) d'évaluer des dossiers individuels ou collectifs dans le cadre de nomination, promotion, attribution de crédits de recherche, prend en considération, pour l'évaluation des publications des chercheurs et sous peine de nullité, les listes générées à partir des archives numériques institutionnelles selon le modèle adéquat pour le contexte spécifique à l'exclusion de toute autre liste.

CHAPITRE V. — *De l'accès aux publications déposées en libre accès*

Art. 8. L'accès aux publications déposées dans une archive numérique institutionnelle est immédiatement libre à l'initiative du chercheur.

Dans le cas où l'éditeur l'exige par contrat, cet accès a lieu à l'expiration d'un délai courant à compter de la date de la première publication. Ce délai ne peut dépasser six mois pour une publication dans le domaine des sciences, des techniques et de la médecine humaine ou vétérinaire et douze mois dans celui des sciences humaines et sociales.

Lorsque une publication ne peut être mise en accès immédiatement libre en vertu de l'alinéa précédent, le chercheur est tenu de déposer le manuscrit dans l'archive numérique institutionnelle et peut en fournir l'accès en expédiant une copie à l'intéressé sur demande personnalisée.

Art. 9. La Commission des Bibliothèques et Services académiques collectifs (CBS) de l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES) est chargée, en collaboration avec la Bibliothèque interuniversitaire de la Communauté française de Belgique (BicfB), du suivi et de l'évaluation des effets du présent décret, notamment en ce qui concerne le suivi et le contrôle des coûts de publication exigés par les éditeurs.

A cet effet, les institutions de recherche fournissent à l'ARES un rapport annuel sur les montants des coûts de publication qu'elles ou leurs chercheurs ont consentis.

L'ARES peut faire des recommandations sur le rapport annuel transmis par les institutions. Elle établit une version consolidée des rapports annuels et les transmet au Gouvernement qui se charge de leur publication annuelle.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2018-2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mai 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des Femmes et de l'Egalité des Chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2017-2018.

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 603-1. – Amendements en commission, n° 603-2 - Rapport de commission, n° 603-3. – Texte adopté en commission, n° 603-4 - Texte adopté en séance plénière, n° 603-5

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 2 mai 2018.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/31080]

3 MEI 2018. — Decreet betreffende het invoeren van een open access-beleid inzake wetenschappelijke publicaties

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder:

1° academische pool: de pool bepaald in artikel 15, 45°, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

2° open access: kosteloos toegankelijk maken op het openbare internet, waardoor iedereen in staat wordt gesteld de integrale tekst van een artikel te lezen, downloaden, kopiëren, overzenden, printen, zoeken of een link te creëren naar dit artikel, het te splitsen om het te indexeren, er gebruik van te maken als data voor een software of er gebruik van te maken om elk wettelijk doeleind, zonder financiële, wettelijke of technische beperking ander dan deze die voortvloeien uit de toegang tot en het gebruik van het Internet, waarbij de auteurs een controle behouden op de integriteit van hun werk en het recht correct erkend en geciteerd te worden;

3° onderzoeker: elke persoon die een contractueel of statutair verband heeft met de onderwijsinstellingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of de wetenschappelijke instellingen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, die een overheidssubsidie genieten of een overheidsfinanciering geheel of gedeeltelijk uitgaande van de Franse Gemeenschap om een activiteit inzake wetenschappelijk onderzoek te leiden in de zin van artikel 5 van het voornoemde decreet van 7 november 2013;

4° institutioneel digitaal archief: gegevensbank van een instelling (universiteit, hoge school, onderzoeksinstelling) die, inzonderheid, tot doel heeft het geheel van de wetenschappelijke productie ervan te behouden en die via Internet toegankelijk te maken om de zichtbaarheid en de impact ervan te vergroten;

5° gold open access: een open access publicatiewijze die veronderstelt dat de publicatie vrij op de site van het tijdschrift toegankelijk is. Het kan ofwel om een open access-tijdschrift of een betaaltijdschrift gaan waarbij sommige publicaties kosteloos voor de lezers toegankelijk worden gemaakt;

6° open access voor rekening van de auteur: een publicatiewijze die de betaling van de publicatiekosten door de auteur, zijn instelling of een financierende instelling vereist;

7° green open access: een archivering waarvan de inhoud openbaar kan worden gemaakt mits inachtneming van sommige voorwaarden bepaald bij artikel 8. Dit veronderstelt dat de onderzoeker zijn werk bekend maakt in een wetenschappelijke publicatie van zijn keuze en het manuscript ervan aan een institutioneel digitaal archief toevertrouwt, zodra de tekst ervan aangenomen wordt voor publicatie in de publicatie van zijn keuze en precies zoals deze aangenomen werd;

8° geschrift: elk werk over wetenschappelijk onderzoek dat minstens gedeeltelijk door de Franse Gemeenschap wordt gefinancierd of gesubsidieerd, dat opgesteld is in het kader van een contractueel of statutair verband met de onderwijsinstellingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of wetenschappelijke instellingen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, en dat openbaar wordt gemaakt op elke wijze dan ook.

HOOFDSTUK II. — *Doelstellingen en finaliteiten*

Art. 2. Dit decreet heeft tot doel:

1° het bevorderen van de open access verspreiding van de resultaten van het onderzoek gefinancierd door de overheids subsidies die geheel of gedeeltelijk uit de Franse Gemeenschap voortkomen om de vrije circulatie van de kennis te bewerkstelligen en dientengevolge de innovatie te behartigen;

2° het toelaten voor iedereen, via welke middelen waarover hij ook beschikt, om toegang te krijgen tot de wetenschappelijke documentatie voortgebracht door de onderzoekers;

3° het vergroten van de zichtbaarheid van de onderzoekers en hun werk;

4° het verstevigen van het onderzoek gevoerd in de Franse Gemeenschap door het maximale zichtbaarheid te verlenen en het behartigen van de maatschappelijke integratie van hetgeen ontdekt of uitgevonden wordt met een overheidsfinanciering die geheel of gedeeltelijk uit de Franse Gemeenschap voortkomt.

HOOFDSTUK III. — *Toepassingsgebied en nadere regels voor de open access-publicatie*

Art. 3. Dit decreet betreft de publicaties aangenomen in een tijdschrift dat minstens een keer per jaar teksten publiceert.

Art. 4. Een wetenschappelijk artikel kan in open access ofwel via de gold open access of de open access voor rekening van de auteur gepubliceerd worden; het moet ook via de green open access gearchiveerd worden.

HOOFDSTUK IV. — *Verplichting voor de onderzoekers om hun publicaties in open access in te dienen*

Art. 5. De onderzoekers vertrouwen aan een institutioneel digitaal archief al hun publicaties toe die voortkomen uit hun onderzoeksactiviteiten die, gedeeltelijk of geheel met behulp van overheidsfondsen die gedeeltelijk of geheel uit de Franse Gemeenschap voortkomen, uitgevoerd worden, *in extenso*, onmiddellijk na de goedkeuring van het artikel door een uitgever.

Art. 6. Iedere instelling voor hoger onderwijs wordt ertoe gehouden een institutioneel digitaal archief te houden of zich bij een institutioneel digitaal archief aan te sluiten waardoor de onderzoekers die ervan afhankelijk hun verplichting tot indiening kunnen naleven. Dit institutioneel digitaal archief kan eigen zijn aan een instelling of gemeen zijn aan meerdere instellingen. Binnen elke academische pool moet er minstens één digitaal archief bestaan dat toegankelijk is voor de onderzoekers van de instellingen waaruit hij bestaat.

Art. 7. Elke persoon, elk comité of wetenschappelijke commissie van de Franse Gemeenschap belast met de evaluatie van de individuele of collectieve dossiers in het kader van een benoeming, bevordering, toekenning van onderzoekskredieten, neemt voor de evaluatie van de publicatie van de onderzoekers, op straffe van nietigheid, de lijsten in aanmerking gegenereerd op basis van het institutionele digitale archief volgens het model dat aangepast is aan de specifieke context met uitsluiting van elke andere lijst.

HOOFDSTUK V. — *Toegang tot open access-publicaties*

Art. 8. De toegang tot publicaties opgenomen in het institutioneel digitaal archief wordt onmiddellijk vrij op initiatief van de onderzoeker.

Ingeval de uitgever het bij overeenkomst eist, geschiedt deze toegang na het verstrijken van een termijn die begint vanaf de datum van de eerste publicatie. Deze termijn mag niet zes maanden overschrijden voor een publicatie op het gebied van de wetenschappen, de technieken en de mens- of diergeneeskunde en twaalf maanden op het gebied van mens- en sociale wetenschappen.

Wanneer een publicatie niet in direct open access gesteld kan worden krachtens het vorige lid, wordt de onderzoeker ertoe gehouden het manuscript in het institutioneel digitaal archief op te slaan en kan hij er toegang toe verlenen door een afschrift toe te zenden aan de belanghebbende persoon op gepersonaliseerde aanvraag.

Art. 9. De “Commission des Bibliothèques et Services académiques collectifs (CBS)” van de “Académie de Recherche et d’Enseignement Supérieur (ARES)” wordt belast, in samenwerking met de “Bibliothèque interuniversitaire de la Communauté française de Belgique (BicfB)”, met de follow-up en de evaluatie van de uitwerkingen van dit decreet, inzonderheid wat betreft de follow-up en het toezicht op de publicatiekosten gevegd door de uitgevers.

Daartoe, bezorgen de onderzoeksinstellingen aan de ARES een jaarlijks verslag omtrent de bedragen van de publicatiekosten waarvoor ze of hun onderzoekers betaald hebben.

De ARES kan aanbevelingen doen over het jaarlijks verslag overgezonden door de instellingen. Ze stelt een geconsolideerde versie op van de jaarlijkse verslagen en zendt ze aan de Regering over, die zich ermee belast ze jaarlijks bekend te maken.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 10. Dit decreet treedt in werking vanaf het academiejaar 2018 – 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 mei 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale Promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 603-1. - Commissieamendementen, nr. 603-2. - Commissieverslag, nr. 603-3. - In commissie aangenomen tekst, nr. 603-4. - In voltallige vergadering aangenomen tekst, nr. 603-5.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 2 mei 2018.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/12212]

**2 MAI 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à l’agrégation des centres d’enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de plein exercice
pour l’enseignement libre confessionnel**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l’enseignement notamment l’article 3, paragraphe 2 ;

Vu l’arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d’enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l’enseignement secondaire de plein exercice, notamment les articles 14 à 17 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2003 relatif à l’agrégation des centres d’enseignement secondaire ordinaire et spécial de plein exercice pour l’enseignement libre confessionnel ;

Sur proposition de l’organe de représentation et de coordination de l’enseignement libre confessionnel ;

Sur la proposition de la Ministre de l’Education ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les Centres d’enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de plein exercice pour l’enseignement libre confessionnel, annexés au présent arrêté, sont agréés.